

## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE DE LA FÉDÉRATION DES DDEN**

### **Face au COVID, une politique claire dans les écoles !**

La Fédération Nationale des DDEN agit pour le bien des enfants et l'intérêt des élèves et pour l'amélioration des conditions de fonctionnement de l'École publique. **Conscients que rien ne pourra remplacer la relation directe avec la classe, les DDEN soutiennent l'objectif de maintenir les écoles ouvertes, mais pour ce faire, ils rappellent qu'il y avait des moyens à mettre en place tant matériels qu'humains notamment en personnels de santé.**

Aujourd'hui, les écoles demeurent ouvertes, elles accueillent mais elles ne fonctionnent pas puisque les conditions pour apprendre à l'école ne sont pas réunies.

La Fédération a été interpellée par la situation dans les écoles suite au COVID constatant que les protocoles se suivent sans qu'une vraie concertation ait lieu entre les membres de la communauté éducative à savoir les enseignants, les personnels non enseignants (ATSEM, périscolaires, de santé, etc...), et les parents d'élèves. Les DDEN qui sont aussi membres du conseil d'école n'ont pu que constater les efforts faits par les directrices et directeurs pour tenter d'appliquer les obligations des protocoles.

Le résultat de cette situation, ce sont des enseignants exaspérés, des directeurs et directrices débordés, des personnels du périscolaire désespérés, des agents d'entretien submergés, des parents ulcérés, et des élèves stressés qui depuis des mois subissent des contraintes (confinements, masques, tests en tout genre, non brassage, activités annulées, informations contradictoires, etc...) alors que l'école devrait être un lieu protégé favorisant leurs apprentissages.

**Les DDEN dont la mission consiste à observer et rendre compte des situations de vie dans l'école ne peuvent que constater les dégâts occasionnés à la fois par des protocoles à court terme, mais aussi par des promesses non tenues après des mois de pandémie.** Où sont les masques pour les enseignants mais aussi tous les personnels non-enseignants, où sont les détecteurs de CO2 que devait financer l'État pour aider les communes, où sont les enseignants remplaçants pour assumer les classes ouvertes et suppléer ceux qui sont en classe et ne peuvent enseigner à distance en même temps ? Avec un personnel scolaire médical insuffisant, voire inexistant, qui a de plus en plus d'écoles en charge avec des équipes souvent incomplètes et qui aurait nécessairement plus de moyens pour vérifier la validité des tests et la prise en charge des enfants contaminés ou « cas-contact ». Comment une directrice ou un directeur surtout non déchargé, peuvent-ils gérer toutes les tâches administratives, le suivi des tests, les questions des parents ? En résumé, où est la continuité pédagogique promise ?

**Face à cette situation, la Fédération nationale des DDEN soutient les enseignants qui ont décidé de faire grève le 13 janvier et, elle est aux côtés des parents d'élèves FCPE qui appellent les parents à ne pas mettre leurs enfants à l'école ce jour-là.** Elle attend avec eux un message clair du Ministère et des actes permettant un fonctionnement acceptable des écoles, collèges et lycées.

Il est grand temps de considérer que l'école est indispensable pour les enfants et leur avenir et qu'elle ne peut être une variable d'ajustement d'une politique sanitaire de crise.

**Le Bureau national de la Fédération des DDEN  
Le 11 janvier 2022**

